



Service Marchés Publics

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Travaux de peinture, revêtement de sol et
traitement acoustique dans les bâtiments
communaux**

Règlement de la consultation

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE

En application de l'article R2123-1 du
Code de la Commande Publique

Article 1er – Objet de la consultation

La présente consultation concerne des **travaux de peinture, revêtement de sol et traitement acoustique dans les bâtiments communaux.**

Elle comprend 3 lots désignés ci-après, traités par marchés séparés :

lot 1 : Élémentaire Cressot – rénovation de la salle d'activité : peinture, sol sportif et traitement acoustique

lot 2 : Élémentaire Marc Sangnier – rénovation du couloir du 2ème étage : peintures

lot 3 : Crèche Les Lutins – peinture extérieure

Les entreprises peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots. Les spécifications techniques de chaque lot sont précisées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Article 2 – Dossier de consultation des entreprises

2.1 Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent règlement de consultation
- L'acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) propre à chaque lot
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) commun à tous les lots
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (C.D.P.G.F.) propre à chaque lot
- Le cadre de réponse à compléter propre à chaque lot
- L'attestation de visite,
- Les plans des locaux concernés,
- Le rapport de Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante, pour l'école élémentaire Cressot.

2.2 Conformément à l'article R2123-2 du Code de la Commande Publique, le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition des candidats sur le profil d'acheteur : <http://www.marches-publics.info/avis/index.cfm?IDS=3799>

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises, les candidats souhaitant présenter une offre devront, obligatoirement, créer un compte sur le profil d'acheteur. L'adresse e-mail communiquée sera utilisée par la Ville pour informer des éventuelles modifications ou des précisions apportées au dossier de consultation, pour transmettre les réponses aux questions posées par les candidats, pour les échanges relatifs à la négociation, de même que pour notifier les décisions concernant le marché.

2.3 La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date

2.4 Les **variantes** ne sont pas acceptées

2.5 Une visite obligatoire des lieux sera organisée sur rendez-vous auprès de Monsieur Jean-François LOUZA (Services Techniques) - Tél : 03.87.55.74.63. ou 06.15.76.37.27 ou e-mail jean-francois.louza@montigny-les-metz.fr

Un certificat de visite sera remis à chaque candidat.

Article 3 - Délai de validité des offres

Il est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Article 4 – Présentation et conditions d’envoi ou de remise des offres

4.1 Présentation des plis

La candidature :

Les candidatures peuvent être présentées au moyen du DUME (Document Unique de Marché Européen) <https://dume.chorus-pro.gouv.fr> ou en utilisant les formulaires DC1 et DC2, disponibles gratuitement sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ils seront complétés par les informations et documents suivants :

Les renseignements concernant la situation de l’entreprise :

- Une déclaration sur l’honneur pour justifier que le candidat n’entre dans aucun des cas d’exclusion mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 ainsi que L2141-7 à L2141-10 du Code de la Commande Publique,
- Une copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire,
- Les attestations fiscales et sociales,

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l’entreprise :

- La déclaration concernant le chiffre d’affaires global et le chiffre d’affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles,
- Les attestations d’assurance en cours de validité,

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l’entreprise :

- Les renseignements permettant d’évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat et les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour l’engager. Pour justifier de ces capacités professionnelles et techniques, le candidat peut prendre en compte les capacités d’un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu’il en dispose pour l’exécution du marché.
- Les références du candidat pour des prestations similaires et de même ampleur de moins de trois ans, avec identification du maître d’ouvrage et précisions concernant la nature et l’importance des prestations sous-traitées.

L’offre (pour chacun des lots auquel l’entreprise souhaite soumissionner) :

- L’acte d’engagement et cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.),
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (C.D.P.G.F.),

- L'attestation de visite,
- Le cadre de réponse joint au présent dossier de consultation, dûment complété.

4.2 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Les offres sont obligatoirement transmises par voie électronique sur le profil d'acheteur : <http://www.sis-marches.marches-publics.info/>. Les offres remises sous format papier (hors copie de sauvegarde) seront écartées.

Pour répondre à l'appel d'offres, la personne habilitée à engager le candidat doit être inscrite sur le profil d'acheteur : <http://www.sis-marches.marches-publics.info/>

En complément, une copie de sauvegarde (clé USB ou support papier) peut être envoyée par la poste ou déposée, à l'adresse suivante :

VILLE DE Montigny-Lès-Metz
Service Marchés Publics
160, rue de Pont-à-Mousson
57950 Montigny-Lès-Metz

dans une enveloppe portant impérativement la mention « offre dématérialisée - copie de sauvegarde ». Elle sera ouverte dans les cas où une candidature ou une offre électronique sera reçue de façon incomplète, hors délais ou n'aura pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Les plis électroniques sont présentés dans des fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre. Chaque transmission fait l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Microsoft Office, Open Office, pdf.

La signature électronique n'est pas exigée. Cependant si l'offre est signée électroniquement, seuls les certificats de signature électronique qualifiés, conformes à l'arrêté du 12 avril 2018, pris sur le fondement du règlement (UE) n°910/2014 dit eIDAS, sont autorisés.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi. Si le candidat a transmis une copie de sauvegarde, elle sera ouverte.

Si l'offre est signée au moment de l'attribution, l'attributaire s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle remise sur la plateforme au moment de la remise initiale de l'offre.

Pour le 6 mai 2024 à 11 heures, dernier délai

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite ci-dessus, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

Article 5 – Jugement des offres

5.1. Vérification des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-6 et R2152-7 du Code de la commande publique.

5.2. Critères de jugement des offres

Pour chacun des lots, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie selon les critères suivants :

➤ Prix : 60 points

Le candidat le moins disant est noté sur 60. Pour les autres candidats, la formule suivante est appliquée :

Note = 60 x (offre du moins disant/offre du candidat)

Le CDPGF devra impérativement être complété. L'offre de prix finale devra tenir compte de la déduction des certificats d'économie d'énergie.

➤ Valeur Technique : 40 points

La valeur technique est évaluée à partir du cadre de réponse fourni au marché et notée comme suit :

- Moyens humains et effectifs affectés à l'opération (10 points)

Le descriptif des compétences (expériences, références, habilitation et qualification) de l'ensemble des personnels affectés à la réalisation des prestations ainsi que des encadrants. Le nombre de personne qui sera mobilisé pour l'exécution des travaux ainsi que le descriptif de leurs compétences. Les moyens techniques et matériels pour répondre aux contraintes du chantier.

- Encadrement (avec CV, expérience, habilitation et qualification) : 3 points
- Personnel mobilisé sur le chantier (avec CV, expérience, habilitation et qualification) : 4 points
- Moyens techniques et matériels du chantier : 3 points

- Planning d'intervention (10 points) :

Il doit correspondre au délai contractuel. Le nombre de techniciens devant intervenir doit apparaître. Le planning devra répondre aux contraintes mentionnées dans le CCTP.

- Tableau des marques et types : Matériel proposé pour le respect des exigences du CCTP (10 points). **Le matériel devra impérativement répondre aux exigences techniques du marché. Dans le cas contraire, l'offre sera déclarée irrégulière.**
- Visite (10 points). Le certificat de visite sera remis avec l'offre.

L'analyse de chacun des sous-critères fera l'objet d'une évaluation qualitative. Les notes seront calculées suivant le barème suivant :

- Note 0% des points - Absence d'information ou non conforme.

- Note 50% des points - Moyen : Réponse généraliste. Des manques existent et ne permettent pas une compréhension claire de l'offre.
- Note 100% des points - Très Bon : Répond en tout point à la demande et est bien explicitée.

5.3. Négociations éventuelles des offres des entreprises

A l'issue de l'analyse, deux cas de figure peuvent se présenter :

- Les offres sont satisfaisantes et la personne publique attribue directement le marché sans négociation,
- ou
- la personne publique invite au maximum les 3 premiers candidats classés ayant remis une offre valable et conforme, à présenter une nouvelle offre, par écrit et dans un délai déterminé.

La négociation pourra porter sur tout point jugé utile par la personne publique pour retenir l'offre économiquement la plus avantageuse.

La personne publique pourra préciser certains points du cahier des charges afin d'éclairer les candidats et ainsi d'obtenir des offres plus conformes à ses attentes.

Les nouvelles offres seront analysées selon les mêmes critères et modalités qu'annoncés ci-dessus.

L'entreprise mieux-disante sur la base de ces critères sera déclarée adjudicataire (dans les limites du programme financier de l'opération).

Article 6 - Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements doivent être adressées **exclusivement** via le profil d'acheteur <http://www.marches-publics.info/avis/index.cfm?IDS=3799>

Toutes les réponses à ces questions seront remises à l'ensemble des soumissionnaires.

Passez au Tout Démat :

**Pour vous aider dans cette démarche, consultez le fichier en annexe
« TOUT DEMAT Entreprises »**